

«Déçus par l'Angleterre» dans Frankfurter Allgemeine Zeitung (10 mars 1975)

Légende: Le 10 mars 1975, à la veille du premier Conseil européen à Dublin, le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung détaille les enjeux de la renégociation des conditions d'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun européen.

Source: Frankfurter Allgemeine Zeitung. Zeitung für Deutschland. Hrsg. Eick, Jürgen; Welter, Erich; Fack, Fritz Ullrich; Deschamps, Bruno; Fest, Joachim; Reißmüller, Johann Georg. 10.03.1975, Nr. 58. Frankfurt/Main: FAZ Verlag GmbH. "Von England enttäuscht", auteur:Götz, Hans Herbert , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/decus_par_l_angleterre_dans_frankfurter_allgemeine_zeitung_10_mars_1975-fr-df4edfef-of77-4odb-9757-9e8e6c677079.html

Date de dernière mise à jour: 24/05/2017



Décus par l'Angleterre

par Hans Herbert Götz

À Dublin, où les chefs de gouvernement, les ministres des Affaires étrangères et le cortège de fonctionnaires et de journalistes s'apprêtent à se rendre, va se dérouler la «première» du Conseil européen des chefs de gouvernement. Par la même occasion, Dublin doit faire aboutir ce que les Britanniques appellent depuis un an la «renégociation» de leur maintien dans la Communauté. Le résultat de cette «renégociation» devrait, si possible, être soumis au vote de la population en juin. Le gouvernement travailliste, profondément désuni sur la question du maintien dans la Communauté, a rendu la vie communautaire difficile à ses partenaires continentaux au cours de l'année passée.

La Commission, les ministres et les fonctionnaires commencent à en avoir assez de voir presque chaque problème communautaire monté en épingle par les Britanniques comme un élément de la «renégociation». Et quand en plus le ministre britannique des Affaires étrangères déclare gracieusement, comme cela est arrivé à l'instant, que certains éléments du traité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, aussi, doivent encore être modifiés, mais que cela ne fait pas partie de la «renégociation», alors la mauvaise humeur se manifeste ouvertement.

Le comportement de quelques ministres britanniques ne doit pas être qualifié globalement comme étant le comportement «des Britanniques» à l'encontre de la Communauté. Au contraire, la majorité des hommes politiques, des fonctionnaires et des diplomates tient l'engagement européen, mais elle demande maintenant de ne pas perdre patience durant les dernières semaines. Il existe des explications au jeu mouvementé et truffé de combines du Premier ministre britannique et de son ministre des Affaires étrangères. Wilson est le chef d'un «gouvernement de coalition», où d'âpres luttes impitoyables opposent les «partenaires de la coalition»: les défenseurs du maintien dans la Communauté et leurs adversaires.

Wilson et la majorité de ses collègues savent pertinemment qu'il ne peut y avoir un avenir politique et économique pour la Grande-Bretagne qu'en association avec la communauté continentale. Leur bon sens le leur dit. Mais leur tempérament et celui de nombreux Britanniques vont dans la direction opposée: nous voulons rester seuls et devenir pauvres et politiquement insignifiants; nous ne voulons pas sans cesse faire le constat de notre échec devant l'opinion publique européenne, ni surtout commencer des tournées de requêtes. Entre la raison, qui plaide pour le maintien dans la Communauté, et la conscience de vivre, à laquelle le continent est étranger, la décision tombera dans le vote du peuple. Le comportement agaçant de quelques ministres britanniques ne peut être compris que dans ce contexte dicté par la politique intérieure et les sentiments.

Selon le calendrier prévu, la «renégociation» devrait se terminer à Dublin et, une semaine plus tard, sa fin devrait également être formellement proclamée par Wilson à la Chambre des Communes. Alors pourra commencer la lutte pour les voix des Britanniques. Il est difficilement imaginable que les chefs de gouvernement ne puissent pas également s'entendre maintenant sur la dernière question, sur le mécanisme de correction, qui doit empêcher un alourdissement exagéré du budget. Par la suite, personne ne voudra plus entendre aucune menace ouverte ou larvée de retrait de la Communauté. À Londres, toutes les personnes concernées assurent que la Grande-Bretagne sera un partenaire loyal, une fois que le peuple britannique aura dit oui à la Communauté.

Cela se peut. Mais au cours des derniers mois bien maussades, il y a eu de la casse. La désillusion, la mauvaise humeur, voire la colère se sont propagées. Rien de ce que les Britanniques avaient promis d'apporter dans la Communauté ne semble disponible: la technologie moderne, la tradition parlementaire, l'expérience de la politique internationale. Au lieu de cela, on n'entend parler que de retraites en tout genre; les Britanniques sont même devenus trop pauvres pour construire le tunnel sous la Manche. Le général de Gaulle aurait approuvé leur entêtement sur le compromis de Luxembourg, sur l'unanimité pour toutes les décisions du Conseil.

Sans aucun doute, le déclin de l'état d'une puissance mondiale vers une puissance moyenne est pénible, et le

processus d'apprentissage de l'exercice commun de la souveraineté prend du temps. Peut-on exiger des Britanniques qu'ils comprennent la vie au sein d'une fédération, telle que la Communauté la représente déjà en partie, même sous une forme imparfaite? Vraisemblablement pas. Une fédération, ce n'est rien d'autre qu'une «renégociation» permanente, toutefois – et c'est décisif – sans la menace permanente d'un retrait.

Il est effrayant de penser qu'après les négociations d'adhésion, de «participation», on pourrait devoir mener des «négociations de sortie». Il faut tenir bon tout au long des mois qui nous séparent du référendum en Grande-Bretagne. Si les Britanniques restent dans la Communauté, on doit pouvoir attendre d'un gouvernement travailliste remanié qu'il ne considère pas la Communauté exclusivement comme une organisation de défense des intérêts nationaux, mais que la Grande-Bretagne respecte les intérêts européens communs. Cela, le chancelier fédéral pourrait très bien le faire comprendre à Harold Wilson à Dublin. L'affirmation selon laquelle le retrait des Britanniques de la Communauté – qu'imiteraient peut-être les Danois, mais certainement pas les Irlandais – ne serait pas seulement fatal pour ces pays, mais constituerait un échec politique pour toute l'Europe, est toujours valable. Évidemment, si les négociations avec la Grande-Bretagne doivent continuer comme elles l'ont fait ces derniers mois, cette affirmation perdra sa valeur.